

AU SÉNÉGAL

VERS DES CANTINES SCOLAIRES AUTONOMES



Entretien avec Léon Sarr (Caritas Sénégal)

Caritas Sénégal s'engage activement dans des programmes et projets liés à la gestion des risques et catastrophes, à l'eau et l'assainissement, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au renforcement des capacités de production et de transformation, à la gestion des migrations et au plaidoyer pour le respect des droits de l'Homme.

Léon Sarr occupe le poste de chargé des programmes à la direction diocésaine de Tambacounda, la plus grande ville de l'Est du Sénégal. Depuis 2013, Caritas travaille sur l'alimentation scolaire dans la région de Tambacounda. L'objectif est de permettre aux écoles d'être autonomes dans leur approvisionnement en produits locaux.

Dans le cadre de projets portés par :



<https://www.caritas.org/>

Pourquoi s'intéresser à l'approvisionnement des cantines scolaires existantes ?

Dans le cadre de son « Programme d'actions communautaires de soutien à la sécurité alimentaire » (Pacsa), la direction diocésaine de Tambacounda¹ travaille sur l'alimentation scolaire depuis 2013. Il s'agit d'un programme financé par Caritas Autriche (Caritas Diocèse Saint Pölten) qui en est à sa troisième phase. Dans la première phase, un volet alimentation scolaire était développé afin d'améliorer la diversité nutritionnelle des repas offerts aux élèves dans les écoles bénéficiaires. Nous avons constaté que les repas des cantines scolaires étaient peu diversifiés et essentiellement basés sur les céréales mises à disposition par le Pam. Caritas a donc ciblé les écoles dans lesquelles intervenaient déjà le Pam pour les accompagner à créer des jardins maraîchers et fruitiers.

¹ Caritas Tambacounda est un des sept membres de Caritas Sénégal.

En quoi consistent vos appuis dans la mise en place des jardins scolaires ?

Un site est identifié dans chaque école pour accueillir le jardin. Caritas accompagne les écoles son aménagement, notamment à travers l'installation de clôtures, avec des grillages, et d'un point d'eau. Au départ, les pompes des points d'eau étaient à motricité humaine, puis nous sommes passés aux pompes solaires. Nous appuyons aussi l'école en semences pour la première campagne.

Pour chaque école, nous formons un enseignant et un parent d'élève aux techniques culturales. Il s'agit d'une formation de 4 jours au maraîchage agroécologique. La production des jardins scolaires est faite sans intrant chimique. La formation comprend une phase théorique et une mise en pratique qui se déroule dans le champs école de la ferme de Caritas Tambacounda. L'enseignant formé est chargé de l'organisation et du suivi des activités de production dans le jardin avec les élèves. La formation simultanée du parent d'élève garantie une continuité si l'enseignant est affecté dans une autre localité.

Comment en êtes-vous arrivés à la production de céréales par les écoles ?

Vers la fin de la première phase du Pacsa, le Pam s'est retiré de certaines écoles pour des raisons de baisse de financement. Cette situation nous a fait prendre conscience de l'importance de développer des solutions endogènes afin de réduire la dépendance des écoles vis-à-vis des appuis en vivres des partenaires, et par ricochet d'assurer de façon permanente une alimentation équilibrée et diversifiée aux enfants. Nous avons ainsi eu l'idée de mettre en place les champs scolaires pour approvisionner les cantines en maïs, sorgho et petit mil. Les champs sont installés sur des sites d'au moins 1 hectare mis à la disposition de l'école par le chef village, après concertation avec les parents d'élèves.

Dans combien d'écoles intervenez-vous et quels sont les critères utilisés dans le choix de ces écoles ?

À travers le programme Pacsa, nous intervenons dans 22 écoles de 5 communes de Tambacounda. Chacune de ces écoles dispose d'un jardin et d'un champ scolaire. Ensuite, avec le projet *Niamde*² dans lequel nous sommes mobilisés en consortium avec AVSF, le Grdr et Cicodev, nous intervenons dans 10 autres écoles de la région. Le principe d'intervention de *Niamde* est l'appui en vivres aux écoles. Nous avons apporté notre touche en installant des jardins et champs scolaires, toujours dans la perspective de les rendre autonomes.

En ce qui concerne le choix des écoles dans nos communes d'intervention, il faut que l'école ait une expérience antérieure de cantine scolaire, mais soit retirée de la nouvelle liste d'intervention du Pam et de celle de l'inspection de l'éducation et de la formation.

Qui travaille dans les jardins et champs scolaires et quelles spéculations y sont produites ?

Ce sont les enfants, notamment ceux du CE2 au CM2 qui y travaillent. Pour les jardins, les activités sont réalisées sous la supervision des enseignants formés. On note également l'implication des parents d'élèves et des populations dans certaines activités en appui aux élèves. Par exemple, les arrosages des planches dans les jardins se font généralement les soirs à tour de rôle par les groupes d'élèves. Les femmes des alentours venant s'approvisionner en eau au niveau des pompes installées dans les jardins, elles participent en contrepartie à l'arrosage des planches de l'école. Les écoles produisent : le chou, la tomate, l'aubergine amère et l'aubergine douce, la patate douce, le gombo et

² Niamde signifie « manger » en pulaar

quelques plantes utilisées dans les sauces comme les épinards. L'arboriculture est également pratiquée, avec les citronniers, les manguiers, les papayers, etc.



© Caritas Sénégal

En ce qui concerne les champs scolaires, les travaux sont réalisés pendant l'hivernage [hors période scolaire] par les enfants sous la supervision des parents d'élèves formés. Caritas met à la disposition des écoles un animateur chargé de faire le suivi au niveau des champs.

Combien de repas cela permet-il ?

Les écoliers ont au moins 1 repas par jour offert, le petit-déjeuner ou le déjeuner. Cette offre couvre 4 à 5 mois de l'année scolaire. Elle s'aligne sur les périodes de disponibilité de vivres au niveau de l'école. La production dans les jardins commence quelques semaines après la rentrée, soit dès le mois de novembre, et s'étend jusqu'à l'approche des grandes vacances vers la fin juin. Entre décembre et

avril, la production est abondante. Une relative baisse de production s'observe aux mois d'avril et mai notamment en raison de la chaleur. Pendant cette période, ce sont principalement le gombo et l'aubergine qui sont produits.

Est-ce que Caritas prend en charge des repas chauds au profit des élèves ?

Non, nous accompagnons les bénéficiaires à cuisiner avec leurs propres productions. Par exemple, les élèves peuvent utiliser la laitue produite au jardin, préparer une bouillie avec les céréales issues des champs scolaires pour le petit-déjeuner le matin. Quasiment tous les ingrédients utilisés dans la préparation des plats viennent des jardins et des champs scolaires. Les produits qui ne sont pas disponibles dans les sites de production des écoles sont achetés sur le marché : la viande, le poisson, le sucre, le pain. Ces achats sont réalisés à partir des recettes issues de la vente des surplus de productions des jardins et des champs. Je voudrais préciser qu'en plus de la production des champs scolaires, nous demandons aux parents de contribuer en nature à travers l'apport de céréales. Cela permet d'augmenter le stock en céréales pour prendre en charges les besoins des écoles.

En ce qui concerne la préparation des repas, c'est l'association des parents d'élèves qui identifie les personnes chargées de cuisiner. Les élèves, notamment les filles les plus âgées, participent à cette activité.



© Caritas Sénégal

Quels sont les résultats que vous avez pu noter à travers la mise en place des jardins scolaires ?

Nous avons remarqué que les jardins scolaires jouent plusieurs fonctions au sein des écoles et des localités. En premier lieu, ils fournissent des denrées qui diversifient l'alimentation des élèves. La vente des surplus permet d'acheter d'autres produits comme la viande, le poisson qui améliorent la qualité nutritionnelle des repas.

Parallèlement, les jardins scolaires constituent des dispositifs pédagogiques à travers lesquels les enfants peuvent observer et/ou mettre en application certaines notions apprises en classe. L'inspection de l'éducation et de la formation a d'ailleurs reconnu ce mérite aux jardins et champs scolaires.

Enfin, à travers les forages installés au niveau des jardins, les populations des villages environnants ont accès à l'eau potable.

Comment les différents acteurs apprécient ces résultats ?

Ils apprécient beaucoup le modèle que nous développons. Les enseignants s'intéressent tout particulièrement à l'initiative parce qu'elle améliore le taux de scolarisation dans leurs écoles ainsi que les résultats de leurs élèves. Chaque directeur d'école a pour mission d'augmenter ses effectifs d'apprenants et, avec les cantines scolaires, les enfants sont beaucoup plus enthousiastes à l'idée de venir à l'école. Cela peut donc être un élément de promotion pour l'enseignant et le directeur des écoles où l'assiduité est élevée. Nous enregistrons des sollicitations d'écoles dans lesquelles nous n'intervenons pas encore à venir mettre en place le modèle. Les autorités administratives se satisfont également de l'accroissement du taux de scolarisation au niveau de certains villages. Quant aux parents, ils sont toujours présents et dynamiques quand leur contribution est nécessaire. Cela prouve qu'ils adhèrent à l'idée et à la mise en place des jardins scolaires.

Comment les communes sont-elles impliquées dans votre initiative ?

Les communes ne sont pas très impliquées dans l'initiative. Toutefois, nous échangeons avec elles à chaque fois qu'il y a un besoin dans les écoles afin qu'elles puissent apporter leurs contributions. Etant donné que l'éducation est un domaine de compétence transféré aux communes dans le cadre de la décentralisation, elles sont appelées à appuyer l'ensemble des écoles sur leurs territoires. Du fait des moyens limités dont disposent ces communes, c'est un peu difficile pour elles d'intervenir sur une école spécifique au détriment d'une autre.

Quelles sont les difficultés majeures que vous rencontrez ?

Généralement, les difficultés qui surviennent sont résolues soit avec l'appui de l'Inspection de l'éducation et de la formation soit avec nos outils de dialogue dans le cadre de l'ingénierie sociale.

La principale difficulté que nous pouvons évoquer dans le cadre de cette initiative est liée à la mobilité des enseignants. En pratique, nous pouvons former un enseignant cette année, qui fera à peine 2 ans et qui sera muté vers une autre école. Nous nous retrouvons alors dans l'obligation de former un autre enseignant pour que la dynamique puisse se poursuivre.

A cela s'ajoute la question des équipements. Tous les jardins ne sont pas équipés du même système pour l'accès à l'eau. Certains sont équipés en pompes solaires, d'autres en pompes manuelles qui sont assez pénibles à manipuler pour les enfants. Ces difficultés réduisent un peu la production. Il y a également les clôtures des jardins qui se dégradent vite. Mais les parents prennent souvent en charge les réparations. Nous les incitons également à utiliser une plante épineuse qui renforce les clôtures.

Développez-vous des actions de plaidoyer ou de communication qui portent sur votre expérience ?

Nous échangeons toujours avec l'Inspection de l'éducation et de la formation afin d'obtenir une prise en charge endogène et durable des besoins alimentaires des écoliers. Ceci est capital dans la mesure où les interventions se déroulent souvent dans le cadre des projets qui ont une durée de vie précise. Et quand les éléments de durabilité ne sont pas suffisamment pris en compte, c'est toujours un retour à la case départ ou pire qui s'observe à la fin des projets.

Nous intervenons également lors des réunions du comité régional de développement portant sur les questions d'éducation pour partager nos expériences. Ces réunions, organisées par le gouverneur de

région, nous permettent d'adresser nos propositions à une instance plus large en vue d'une diffusion élargie de nos interventions dans l'alimentation scolaire.

Propos recueillis et édités en mars 2022 par Yvon SAROUMI (Inter-réseaux)

Pour creuser le sujet :

- Caritas Tambacounda, *Présentation du Projet PACSA - Jardins Scolaires*, 2019
- CFSI, *L'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest*, 2021

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (sous égide de la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.



**FONDATION
JM.BRUNEAU**
SOUS L'ÉGIDE DE LA
FONDATION DE FRANCE



RÖPPA
Afrique Nourricière